



Lettre ouverte

A Monsieur Francis Bonnet
Directeur Régional des Finances Publiques
PACA Bouches-du-Rhône

Marseille (13), le 20 septembre 2019,

Monsieur le Directeur Régional,

Vous avez souhaité inviter les organisations syndicales le 20 septembre pour faire « *un premier retour* » sur la phase de concertation que vous indiquez avoir menée auprès des agents et des élus concernant la mise en place de ce que vous appelez le projet de « *nouveau réseau de proximité* ».

Pour nos organisations syndicales, la définition d'une concertation, c'est le recueil de l'avis de l'ensemble des acteurs en amont de l'élaboration d'un projet et des prises de décision.

Ce que vous proposez, c'est que les syndicats accompagnent la déclinaison des principes du plan Darmanin et sa mise en œuvre. La concertation, c'est l'étape n°2 du guide remis aux directeurs locaux par le bureau SPIB-1B de la Direction Générale, l'étape n°3 étant celle de la déclinaison opérationnelle.

Pour la C.G.T., Solidaires et F.O., hors de question de s'associer à une telle entreprise de casse.

Le plus grand secret dans lequel vous avez élaboré votre projet de « *géographie revisitée* », la brutalité des annonces ainsi que la « campagne » menée depuis sur ordre de la D.G. et du Ministre - pour faire accroire aux élus et aux agents à un redéploiement de nos services dans les territoires - relève d'une intention manifeste de démanteler le service public de proximité et de pleine compétence.

Les agents de Finances publiques sont considérés comme des pions, des fonctionnaires « sujets » : preuve en est le dispositif qui prévoit le transfert d'office des agents dont la mission serait privatisée ou externalisée.

La lecture de documents réservés aux états-majors fait état d'industrialisation des tâches, de prolétarianisation des qualifications (pôles et travail à distance). Il y est question de tenter d'être « *crédible auprès des élus locaux* » et de « *ne pas donner l'impression que l'on démantèle les structures* ».

Dans le même temps, le ton paternaliste visant à rassurer les agents sur leur avenir professionnel et géographique ne résiste pas aux outils mis en place pour faire reculer leurs droits et garanties et appliquer la mobilité forcée : loi de transformation de la Fonction Publique, recours aux C.D.D., affectation au département, volonté de liquider les commissions administrative paritaires pour les mutations et les promotions, fin du recours national de second niveau pour l'évaluation professionnelle, projet de mise en place du salaire au mérite (R.I.F.S.E.E.P.) et remise en cause des prérogatives du Comité Hygiène et Sécurité – Conditions de Travail.

Enfin, vous naviguez à vue sur l'avenir des missions et le devenir pérenne des services que vous voulez fusionner ou délocaliser.

L'annonce de la suspension du dispositif des agences comptables en date du 18 septembre démontre que la volonté de liquidation se heurte au réel, à l'attachement des élus, des agents et des citoyens au service public, fiscal, économique et financier. C'est un flop pour Bercy et la Direction Générale.

L'abandon du paiement en espèce à nos guichets et le transfert du recouvrement aux buralistes et à la Française des Jeux donne une idée de la conception de la chose publique de nos dirigeants : tout doit être mis en œuvre pour nous liquider et transformer nos missions en business.

Soyez certain que l'intersyndicale va continuer à informer et mobiliser et que nous mettrons tout en œuvre pour obtenir le retrait du plan Darmanin et déconstruire la propagande du Ministre et de la Direction Générale auprès des agents, des élus et de la population.

Les syndicats C.G.T., Solidaires et F.O. de la DRFiP 13 ne s'associeront pas à votre concertation. Nous revendiquons l'ouverture de véritables négociations à partir des revendications des agents, sur le renforcement et le développement des missions ainsi que sur les implantations territoriales, qui doivent conduire à l'abandon de tous les projets en cours à la DGFIP. Dans l'unité la plus large, nous portons une autre ambition pour nos métiers.

De même concernant le dialogue social, il ne consiste pas à dépêcher treize cars de C.R.S. un jour de rassemblement des grévistes. Il se matérialise par une véritable volonté d'écoute.

Or, preuve en est aujourd'hui que vous refusez d'entendre les agents qui, loin de se satisfaire de modifications cosmétiques et marginales, réclament massivement le rejet de votre projet de « *nouveau réseau de proximité* ».

Les annonces faites hier aux Chefs de services, édulcorant votre projet initial, véritable « *carte du pire* », ne sont pas de nature à apaiser les inquiétudes des agents ni à attendrir leur volonté de lutter contre le mortifère plan Darmanin – Fournel – Bonnet.

Pour ces motifs, nous ne vous servirons pas de caution ; nous n'assisterons pas à votre réunion.

*Pour l'intersyndicale C.G.T. / Solidaires / F.O. de la DRFiP PACA 13,
Philippe LAGET, Maxime PICARD et Xavier CHATELAIN*